

Guinée équatoriale

L'économie a progressé de 1.2 % en 2010. L'un des plus faibles taux de croissance depuis le début de l'exploitation de son pétrole, au milieu des années 1990.

Plus de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'un des défis majeurs consiste à faire bénéficier la majorité de la population des retombées de la manne pétrolière.

Ces dernières années, la richesse pétrolière du pays a attiré l'attention des économies émergentes, notamment de la Chine. On note également la présence plus modeste du Taipei chinois, Cuba, l'Argentine, le Brésil et la Russie. La Guinée Équatoriale ne dispose pas des capacités administratives pour s'engager stratégiquement auprès des partenaires émergents.

L'économie de la Guinée équatoriale a connu une croissance de 1.2 % en 2010 en raison de la chute de la production de pétrole, mais aussi de l'arrivée à maturité des principaux champs pétrolifères. L'économie est en berne, malgré un pic de croissance de 38 % en 2004. C'est en 2010 qu'elle a connu l'un des plus faibles taux de croissance depuis le début de l'exploitation de son pétrole au milieu des années 1990. Elle devrait se redresser pour atteindre un taux de croissance élevé de 5.0 % en 2011 et 7.5 % en 2012. En dépit de la baisse de la production d'or noir, la croissance sera soutenue par la demande internationale d'hydrocarbures et par la construction de grands projets d'infrastructures, notamment pour l'industrie des hydrocarbures.

La remontée des cours du pétrole a eu un effet positif sur le budget national, dont le déficit a atteint 2.6 % du PIB en 2010, loin du déficit de 9.6 % connu en 2009. Suite à la chute des importations, les comptes courants ont atteint un excédent de 2.7 % du PIB en 2010, comparé à un déficit de 7.6 % en 2009. Le déficit devrait rester excédentaire de 2.9 % en 2011 et de 3.8 % en 2012. Le taux d'inflation était de 4.7 % en 2010. Les dépenses en capital restent élevées, l'inflation devrait se maintenir autour de 6.3 % en 2011. La Guinée équatoriale ne connaît pas de problème de dette grâce à son excédent budgétaire et à ses réserves de change. Fin 2010, sa dette extérieure s'élevait à près de 5 % du PIB, soit 307 milliards de francs CFA (XAF) de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC). Le pays a perdu son statut de candidat à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). L'État a affirmé son intention de présenter à nouveau son dossier, après avoir amélioré la gestion du secteur pétrolier. De plus, le climat pour l'activité du secteur privé reste difficile. La Guinée équatoriale figure toujours parmi les pays les moins bien placés sur l'indicateur *Doing Business* de la Banque mondiale. Elle a perdu trois places entre 2010 et 2011, passant de la 164^e à la 161^e position. Les permis de construire, les licences d'importation, le haut niveau perçu de corruption, les procédures administratives compliquées et l'environnement judiciaire imprévisible constituent ses principaux handicaps.

Plus de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, ce qui amène à se demander dans quelle mesure la richesse pétrolière du pays a bénéficié à la majorité de la population. Les taux de mortalité infantile et maternelle restent très élevés. Il est extrêmement difficile de mesurer avec précision les progrès du pays en vue des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à cause du manque de données et d'une controverse persistante sur le recensement de la population. La Guinée équatoriale est en passe de remplir les OMD relatifs à l'enseignement primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/Sida, la malaria et d'autres maladies. En revanche, elle est encore loin des OMD relatifs au développement durable ainsi qu'à la promotion de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes.

Sur le plan politique, 2010 a été la première année de mandat de la nouvelle équipe qui gouverne, issue du parti au pouvoir depuis 1979. Peu de signes d'ouverture politique ou de changement sont observés. Néanmoins, les tensions se sont apaisées depuis l'attaque du palais présidentiel, début 2009. En 2010, un groupe de quatre hauts fonctionnaires militaires et administratifs a été condamné à mort pour avoir participé à ces troubles. Depuis 2010, l'État s'efforce de conduire une politique ouverte sur le reste du monde et investit massivement dans les grands événements. Il doit notamment organiser le sommet de l'Union africaine (UA) en 2011 et la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football en 2012. Le projet de prix scientifique Unesco-Obiang Nguema Mbasogo a été suspendu face à la déferlante de critiques émanant de la communauté internationale. Teodoro Nguema Obiang Mangue, le fils aîné du Président et actuel ministre de l'Agriculture, continue son ascension au pouvoir après avoir été promu lieutenant-colonel de l'armée et vice-président du parti au pouvoir.

Ces dernières années, la richesse pétrolière du pays a attiré l'attention des économies émergentes. Cependant, la Guinée équatoriale reste relativement fermée. Son principal partenaire émergent est la Chine,

avec une présence plus modeste de Taïwan, Cuba, l'Argentine, le Brésil et la Russie. Les compagnies américaines restent prépondérantes dans l'industrie des hydrocarbures, mais les sociétés chinoises, qui proposent d'importantes lignes de crédit, gagnent du terrain. Le pays n'a pas les capacités administratives nécessaires pour s'engager stratégiquement auprès des partenaires émergents.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

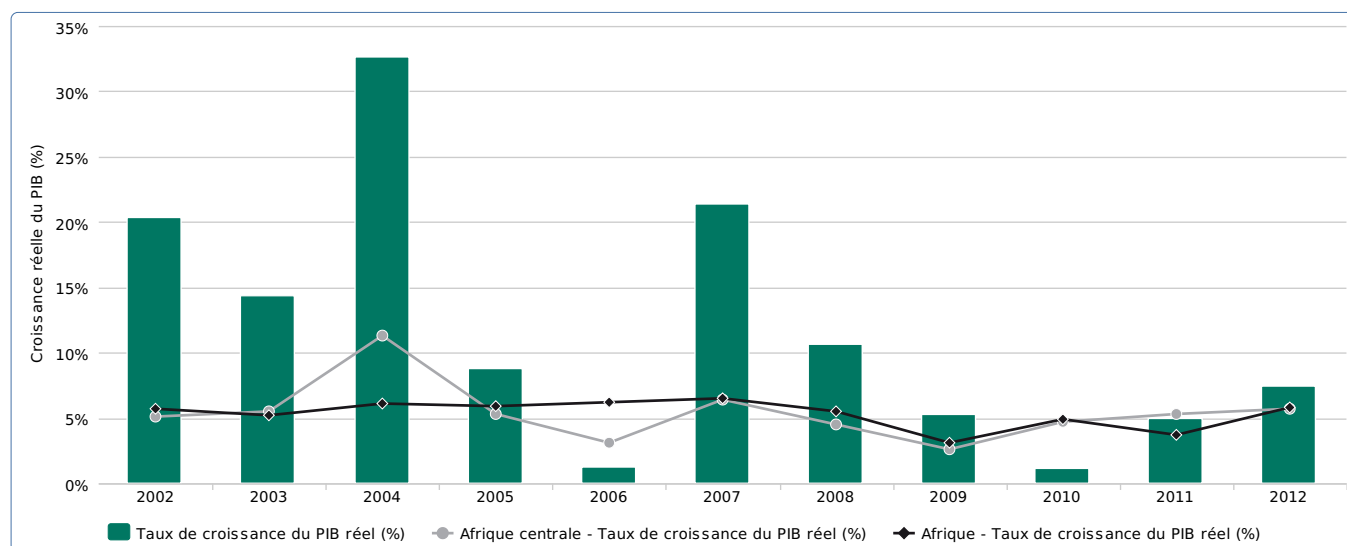
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	5.3	1.2	5	7.5
Inflation IPC	7.2	4.7	6.3	5.6
Balance budgétaire % PIB	-9.6	-2.6	-2.8	-2.7
Balance courante % PIB	-7.6	2.7	2.9	3.8

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414269>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (C)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411913>